

## Burundi : Face au dialogue bloqué, Mkapa veut un sommet de l'EAC

@rib News, 19/01/2017 &ndash; Source AFPLe médiateur dans la crise burundaise, Benjamin Mkapa, a estimé dimanche urgent de convoquer un sommet extraordinaire des chefs d'Etat de la Communauté des Etats d'Afrique de l'Est (EAC) qui l'ont mandaté, afin d'étudier les "obstacles au processus" de paix au Burundi. L'ex-président tanzanien a fait cette déclaration à l'issue de quatre jours de consultations stériles à Arusha (Tanzanie), en l'absence de délégation du gouvernement qui a boycotté cette session, refusant de siéger à la même table que le Cnared, coalition regroupant la quasi-totalité de l'opposition au président Pierre Nkurunziza. [Photo : Mkapa a rencontré vendredi la délégation du CNARED]

Les autorités burundaises accusent ses dirigeants - en exil - d'être derrière la tentative de putsch des 13 et 14 mai 2015, au plus fort des manifestations déclenchées par la candidature du président Nkurunziza à un 3e mandat controversé. "Il est urgent de convoquer un sommet des chefs d'Etat chargé d'examiner les éléments posant un obstacle au processus" de dialogue interburundais, a annoncé M. Mkapa, dans une déclaration lue en session plénière et dont le texte est parvenu à l'AFP. "Je me chargerai de communiquer ce désir au médiateur (principal, le président ougandais Yoweri Museveni) et au président du Sommet des chefs d'Etat de l'EAC dans les plus brefs délais", a ajouté M. Mkapa. Il a assuré avoir noté "un consensus général sur les questions de fond", estimant que "les désaccords" se situaient "au niveau de la mise en oeuvre des solutions". - 'Pas de consensus' - Selon une source diplomatique, "l'objectif (du Sommet) est de faire endosser par les chefs d'Etat de la région le processus de négociation en cours et le projet d'accord de Mkapa pour qu'il s'impose à tous, notamment au gouvernement du Burundi qui est très réticent". Initialement prévu avant la fin février, ce sommet devrait finalement avoir lieu à une date ultérieure, non encore précisée, selon ce diplomate. "Il faut que Nkurunziza vienne à la table des négociations mais il n'y a que les chefs d'Etat de la région qui peuvent l'y amener", a estimé Jean Minani, président du Cnared, appelant les dirigeants de la région à "s'impliquer un peu plus" dans le dossier burundais. Le secrétaire général du CNDD-FDD, le parti de M. Nkurunziza, Evariste Ndayishimiye, a réitéré dimanche le refus de discuter avec le Cnared, tout en estimant que ses dirigeants, recherchés par la justice burundaise, "ne peuvent pas bloquer le processus". M. Mkapa avait prévu un communiqué final dans lequel les parties s'engageaient contre la violence, à ne toucher ni à l'accord de paix d'Arusha de 2000 ni à la Constitution, et à parvenir d'urgence à un consensus sur l'organisation pacifique des élections de 2020. L'accord d'Arusha, signé en 2000, a ouvert la voie à la fin de 13 ans de guerre civile (1993-2006) au Burundi, en garantissant un savant équilibre politico-ethnique de partage du pouvoir. "Il n'y a pas eu de consensus car les positions sont encore très éloignées, entre un gouvernement qui ne veut parler que des élections de 2020 et du rapatriement du dialogue (à Bujumbura) d'un côté, et de l'autre une opposition qui demande un gouvernement de transition avec le départ du président Nkurunziza", a expliqué le diplomate. Une délégation du Cnared a rencontré M. Mkapa à deux reprises à Arusha, mais n'a pas participé à la réunion plénière de clôture dimanche. Le Cnared a accusé en décembre l'ancien président tanzanien d'avoir pris fait et cause pour le gouvernement burundais en estimant "légitime" l'élection de M. Nkurunziza en juillet 2015, alors que l'opposition estime ce 3e mandat contraire à la Constitution et la présidentielle irrégulière. Le pouvoir burundais a multiplié cette semaine les gestes d'hostilité envers ce dialogue. Des milliers de personnes ont manifesté samedi contre les pourparlers à l'appel d'organisations proches du pouvoir, à Bujumbura et dans d'autres localités du pays. M. Mkapa s'est engagé à arriver à un accord de paix définitif de sortie de crise au Burundi au plus tard fin juin 2017. Ce petit pays d'Afrique centrale, dont l'histoire post-coloniale est jalonnée de massacres politico-ethniques, a plongé dans une grave crise depuis l'annonce en avril 2015 de la candidature de M. Nkurunziza à un troisième mandat controversé. Les émeutes, réprimées dans le sang, puis les violences politiques qui ont suivi ont fait de 500 à 1.000 morts selon les sources et poussé près de 400.000 personnes à quitter le pays.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});